



L'ŒIL DE L'EXPRESS

L'ÉDITO  
ÉRASMEpar Luc  
de Barochez  
éditorialiste  
Europe

## Contre la Chine, l'Europe doit oser la guerre commerciale

L'UE n'a plus le choix car elle n'a pas su préparer son industrie à résister aux assauts de Pékin.

**C**omment stopper le rouleau compresseur chinois, sans se faire écraser par lui ? C'est le dilemme de l'année pour l'Union européenne. L'enjeu est la survie de ce qu'il lui reste d'industrie. En expansion constante, le déficit commercial avec Pékin a atteint au mois de juin le record historique de 1,1 milliard d'euros par jour. Les experts de la Commission anticipent avec angoisse un trou quotidien de 1,5 milliard d'euros d'ici la fin de l'année. C'est insoutenable.

Les Cassandre avaient raison : les exportateurs chinois, dont l'accès au marché américain est entravé, déversent massivement leurs produits en Europe, dernier grand marché à haut pouvoir d'achat qui leur est encore ouvert. L'UE est un titan économique qui souffre d'un déclin relatif. La Chine, elle, poursuit son essor, même si le rythme se ralentit. Selon les lois de l'historien grec de l'Antiquité Thucydide, la puissance montante et la déclinante sont condamnées à s'affronter.

En l'occurrence, la guerre qui couve est commerciale et risque d'être dévastatrice. Les produits industriels et technologiques chinois, de plus en plus haut de gamme mais toujours compétitifs, mettent en péril le cœur industriel de l'UE. On le voit dans les voitures électriques et les robots aujourd'hui, demain dans la pharmacie, la chimie, l'aéronautique ou le luxe. Au mois de mai, pour la première fois, 1 voiture

neuve sur 10 vendues en Europe, toutes catégories confondues, était de marque chinoise. Élément plus anecdotique mais significatif, les exportations d'appareils d'air conditionnés vers l'UE ont bondi de 43 % cet été.

L'Union, comme souvent, temporise. Fin juin, Bruxelles et Pékin sont convenus de mener des pourparlers techniques jusqu'en octobre. Il est douteux qu'ils débouchent sur une solution miracle, vu le refus du Parti communiste chinois d'admettre ne serait-ce que l'existence d'un problème. Et ensuite ? La frustration grandit côté européen. Même l'Allemagne, attachée à la liberté de commerce, n'exclut plus des mesures protectionnistes. Le chancelier Friedrich Merz l'a laissé entendre lors des entretiens franco-allemands de la mi-juillet.

Si l'Europe est vulnérable, elle doit d'abord s'en prendre à elle-même. Elle n'a pas su donner les moyens à son industrie de résister à l'assaut chinois. Dès 2024, le rapport Draghi avait souligné les défauts de sa cuirasse : dépendance technologique, productivité insuffisante, énergie hors de prix, fragmentation du marché intérieur et des ressources en capital. Trop peu a été fait depuis lors. En recourant à des mesures de sauvegarde commerciales, l'UE risque de se donner l'illusion de l'action tout en évitant, une fois de plus, de remédier à ses propres fragilités.

Il reste qu'il existe deux raisons impérieuses d'accuser la Chine de concurrence déloyale : les subventions massives qu'elle distribue à ses entreprises industrielles et la sous-évaluation de sa monnaie. L'UE doit cesser de se voiler la face. Elle a le poids économique suffisant et les armes nécessaires pour riposter de manière graduelle, en respectant les règles de l'Organisation internationale du commerce. D'autant qu'elle dispose, avec son instrument anticoncurrence, d'un « bazooka » redoutable si la Chine, comme il est probable, en venait à riposter.

La Chine a elle aussi une vulnérabilité, qu'il faut exploiter : sa dépendance aux exportations. Mais ce qu'il manque à l'Union, c'est une volonté politique.

Entre la France qui ne jure que par le protectionnisme et l'Espagne attachée à une coopération maximale avec Pékin, la majorité des Etats membres oscillent. D'autant que la Chine est rompue depuis longtemps à l'art de diviser les Européens pour mieux les subjuguer, un jeu auquel les dirigeants nationaux prêtent souvent le flanc. Seule une confrontation résolue peut contraindre le président Xi Jinping à négocier. L'escalade est un risque à courir. Seul le statu quo n'est pas une option, si l'Europe veut éviter de voir ses derniers fleurons industriels balayés par le tsunami chinois. \*



La Chine est  
rompue à l'art  
de diviser.

LINTAO ZHANG/POOL/REUTERS

